

Communiqué de presse – 16 juillet 2006 :

Le CADTM appelle les pays en développement à refuser catégoriquement les diktats du G8

En 2005, il ressortait du sommet du G8 deux mesures qui ne font plus illusion désormais et qui se sont révélées n'être qu'effets d'annonces : la remise de dette pour les pays pauvres et l'aide pour l'Afrique. En fait, la situation continue de se dégrader pour ces pays.

Que ressort-il du sommet 2006 du G8 ? En apparence, les yeux sont fixés sur des points chauds de la planète : Proche-Orient et Corée du Nord. Le thème de l'énergie est dans toutes les têtes : pétrole (dont le cours atteint des sommets), gaz naturel (dont la Russie est un important exportateur), nucléaire (en Iran et en Corée du Nord)... Les maladies infectieuses et l'éducation sont là pour la publicité, sans plus.

Mais en réalité, la situation est inquiétante pour le G8 – en fait un G7 qui tolère la Russie à ses côtés et qui profite des ors du palais Constantin de St Petersburg pour se réunir... Il doit faire face à une des **situations les plus inconfortables qu'il ait connues**.

Les réserves de change des pays en développement atteignent des sommets : plus de 2100 milliards de dollars, dont 925 milliards de dollars pour la seule Chine. C'est très supérieur aux réserves de change des Etats-Unis et de l'Union européenne réunies. Cela signifie que **les pays en développement sont des prêteurs nets pour les pays développés** et auraient tout à fait la possibilité de rompre avec les diktats du G8 et des institutions internationales qui sont à son service. Les exigences de libéralisation économique, de suppression des subventions aux produits de base, de privatisations servent exclusivement l'intérêt des plus puissants. Encore faut-il que les dirigeants du Sud aient la volonté de **s'opposer à ces exigences**, ce qui est loin d'être le cas. Seule l'action des citoyens du Sud peut mener leurs gouvernants dans la bonne direction.

Le CADTM affirme que **les pays en développement devraient quitter le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation mondiale du commerce**, les rendant dès lors caduques. Ces pays pourraient mettre en commun la moitié de leurs réserves de change pour construire de nouvelles institutions centrées sur la satisfaction des besoins humains fondamentaux, ce qui n'est pas le cas des institutions actuelles.

Les citoyens du Sud ont été forcés de rembourser plusieurs fois une dette largement odieuse, contractée par des gouvernements qui ne les ont jamais consultés. Pour le CADTM, les pays en développement devraient constituer **un front pour le non paiement de la dette**.

Le CADTM dénonce également la **répression** dont ont été victimes les mouvements sociaux qui souhaitent manifester en Russie contre le sommet du G8 qui vient de se réunir.

Enfin, le CADTM considère le **G8 comme une instance profondément illégitime**. Nous apportons notre soutien au Forum des peuples qui s'est tenu à Gao (Mali) pendant le sommet du G8. Nous continuerons de combattre la logique défendue par le G8 en nous mobilisant les 19 et 20 septembre prochains à l'occasion des assemblées d'automne du FMI et de la Banque mondiale.

Contacts :

Damien Millet, président du CADTM France, france@cadtm.org, 00 33 6 60 54 27 13

Eric Toussaint, président du CADTM Belgique, international@cadtm.org, 00 32 4 86 74 47 52